



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 13/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TTM ENVIRONNEMENT

297 Chemin de l'Ecluse
ZI Pré à Varois
54670 Custines

Références : BV/2024_2203
Code AIOT : 0006200137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement TTM ENVIRONNEMENT implanté 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois 54670 Custines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TTM ENVIRONNEMENT
- 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois 54670 Custines
- Code AIOT : 0006200137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TTM Environnement est autorisée par l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12 avril 2007 modifié à exploiter sur la commune de Custines des installations de transit et traitement de déchets non dangereux de métaux, de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, de déchets non dangereux non inertes, ainsi qu'une installation de traitement de déchets non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 1	Sans objet
2	rapport d'accident	Code de l'environnement du 12/04/2024, article R. 512-69	Sans objet
3	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 3.2.1	Sans objet
4	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 6.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objet d'assurer un suivi de la mise en demeure prise en 2022 à l'encontre de l'exploitant s'agissant de la gestion des eaux pluviales de l'installation. En 2023, un délai supplémentaire avait été accordé à l'exploitant et la récente autorisation environnementale dont bénéficie l'installation, associée à un subventionnement par l'ADEME de nouveaux équipements de production, ont amené à l'exploitant à reconfigurer son site, de sorte que si la mise en conformité du premier point de rejet est effective, celle du second est projetée pour la fin d'année 2024.

L'inspection a par ailleurs contrôlé d'autres points liés au démarrage de la nouvelle ligne de tri des déchets non dangereux et à l'incident qu'a connu l'installation le 04/07/2024, lesquels non pas mis en évidence de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 1
Thème(s) : Autre, situation administrative
Prescription contrôlée : La société TTM environnement [...] est mise en demeure [...] de transmettre à l'autorité administrative les éléments justifiant que : 1.2- les eaux pluviales ruisselant sur les aires de stockages extérieures, les aires de circulation, de stationnement, de chargement et déchargement sont traitées par des dispositifs adaptés et qu'un nouveau contrôle de la qualité des eaux pluviales prélevées sur les deux points de rejet a été réalisé. [...]
Constats : Les deux points de rejets, ont fait l'objet d'une mise en conformité de l'ouvrage de prélèvement positionné juste en aval de l'exutoire, qui est dans les deux cas un fossé enherbé d'acheminement vers la Moselle, effective au 31/03/2024. S'agissant du réseau associé au point de rejet n°1, ce dernier est désormais équipé d'un séparateur/décanteur/débourbeur, opérationnel depuis le 31/03/2024. S'agissant du réseau associé au point de rejet n°2, la mise en œuvre d'un séparateur/décanteur/débourbeur a été retardé vis-à-vis du calendrier initialement projeté par l'exploitant, au regard des travaux de reconfiguration du site rendu nécessaire par l'accueil de la ligne de tri automatisé des déchets non dangereux, qui a fait l'objet d'un subventionnement par l'ADEME. Lors de la visite l'inspection a constaté l'intervention d'une entreprise de travaux public pour installer le séparateur. L'exploitant projette de réaliser une campagne de prélèvement sur les deux points de rejets avant le 31/12/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/04/2024, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme [...]

Constats : L'installation a été victime d'un incendie le 04/07/2024, sur la ligne de fabrication CSR (combustible solide de récupération). Cet événement a été qualifié d'incident par l'exploitant, au regard de l'absence d'incidence sur ces outils de production, et la durée de l'événement 2h15 (déclenchement jusqu'à vérification par le SDIS54). L'incendie a été circonscrit, avant l'intervention du SDIS54, par la mise en œuvre des RIA et d'extincteurs disponibles à proximité, par le personnel. L'exploitant a produit une fiche de notification d'incident, lequel a été présenté à l'inspection et dont les conclusions n'appelle pas de commentaire particulier. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées [...]
Constats : L'exploitant a présenté le plan de recollement des réseaux d'effluents pour la partie basse, liée au point de rejet 1, en date du 26/04/2024. S'agissant de la partie haute, liée au point de rejet 2, l'exploitant a présenté un plan d'exécution. L'exploitant projette la finalisation des travaux liés à la partie haute au 31/12/2024, en particulier un bassin de rétention reste à creuser et le raccordement du séparateur à réaliser. Lors de la visite l'inspection a constaté la présence d'éléments préfabriqués destinée à entrer dans la construction des parois du bassin de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2024, article 6.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Les moyens sont complétés par les moyens suivants : > des RIA dans les bâtiments 2 et 3 ; > des extincteurs en nombre et quantité adaptés aux risques à défendre [...]
Constats : L'exploitant a présenté les PV de réceptions, relatif à l'installation des RIA et de la mise en place des extincteurs, au sein de la halle abritant la nouvelle ligne de tri de déchets non dangereux, ainsi qu'une attestation de conformité à l'étude d'implantation de ces dispositifs, tous deux datés du 29/07/2024. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite